



LES DROITS DE L'HOMME
DANS LE MONDE

LES DROITS DE L'HOMME EN CHINE

N° 138

MAI 2021

La grande confrontation du XXI^e siècle est engagée

Les premiers mois de l'année le confirment, l'histoire contemporaine de la Chine marque un tournant en 2021 et, sans doute aussi, l'histoire des relations internationales. Le Parti va fêter son centenaire en juillet. Certain de sa puissance économique et militaire, le pouvoir chinois affiche désormais son droit aux décisions unilatérales, même si elles contreviennent aux règles qu'il a souscrites en entrant dans les institutions internationales. On est entré dans le temps des confrontations ouvertes. Le peu d'importance accordée aux regards extérieurs s'est exprimé à plusieurs reprises ce printemps.

Le 11 mars à Beijing, une assemblée nationale unanime (2 895 voix pour et une abstention) adopte pour Hongkong une loi électorale qui organise la mise en minorité permanente du camp démocratique (lequel

pourtant était encore largement majoritaire lors des élections libres de fin 2019). Hongkong est passé sans coup férir sous la coupe de la République populaire, avec vingt-sept ans d'avance et sans intervention militaire. Sans réactions extérieures significatives non plus devant cette violation ouverte de la promesse d'un « haut degré d'autonomie », car quel pays oserait affronter la Chine, surtout s'il y possède des usines et y nourrit des espoirs de gains ? Il a suffi à Beijing d'affirmer sa puissance. L'ancienne colonie britannique est vouée à devenir une annexe de Shenzhen, ville industrielle champignon dont la population dépasse déjà la sienne de cinq millions d'habitants.

Dans un autre domaine, Beijing a montré son dédain des institutions internationales qu'il courtisait naguère. En janvier-février, la mission

Ligue
des **droits de**
l'Homme

FONDÉE EN 1898



d'enquête de l'Organisation mondiale de la Santé, que la partie chinoise avait rejetée, puis retardée, puis fortement encadrée et chapeauté, a rendu un rapport qui ne gênait pas le pouvoir ; elle écartait l'hypothèse d'un virus échappé du laboratoire de recherche virologique de Wuhan au Hebei, zone d'où l'épidémie s'est propagée dans le monde entier. Mais le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, qui, le 31 janvier 2020 avant toute enquête, avait félicité Beijing pour la gestion de l'épidémie, s'était exprimé le 30 mars dernier en termes moins élogieux : il avait déploré la difficulté d'accès aux sources et trouvé que l'équipe avait trop rapidement écarté la thèse d'une fuite de laboratoire.

Un membre chinois du groupe d'enquête, qui ne donne pas son nom, dans un article de la presse locale, accuse le chef de l'OMS d'être « *extrêmement irresponsable* » étant donné que la Chine s'est toujours, selon lui, montré coopérative et transparente. Le 21 avril, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères faisait la leçon à Tedros Adhanom Ghebreyesus affirmant que chaque partie – en particulier l'Organisation mondiale de la Santé – devait respecter la science et les opinions des hommes de science et adopter, en l'occurrence, un comportement exemplaire.

La Chine ne craint pas non plus de heurter par ses positions face aux Nations unies. Les médias se sont emparés de la question ouïghoure et là aussi, Beijing qui déclare mener une action admirable, ne veut rien entendre.

Il refuse toute enquête sur sa gestion du Xinjiang, dans la crainte sans doute de

conclusions négatives, malgré les demandes réitérées de la Grande-Bretagne, de la plupart des pays de l'Union européenne, de la Haut-Commissaire aux droits de l'Homme, d'experts indépendants nommés par le Conseil des droits de l'Homme, – où siège d'ailleurs la Chine ?

Beijing met en avant le soutien que lui apportent nombre de pays du Tiers monde – y compris des capitales musulmanes disposées à oublier la répression religieuse organisée au Xinjiang – qui lui sont liées par le commerce et les investissements. Le gouvernement assure qu'il est tout disposé à accueillir les missions des Nations Unies, mais sous condition qu'elles soient mues par un souci d'amitié, ce qui n'est pas le cas, estime-t-il ; en substance, il justifie ainsi son refus : puisque ce que nous faisons est bien, pourquoi voulez-vous enquêter chez nous, si ce n'est par malveillance ?

On peut rappeler, bien qu'antérieur mais de la même veine, le refus de prendre en compte la décision de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye, qui, sur saisie des Philippines, avait affirmé en 2016 que la Chine n'avait aucun droit historique sur la majorité des récifs de la Mer de Chine méridionale. Elle continue d'y renforcer ses installations et son appareil militaire, n'acceptant d'aucune façon que l'on conteste ses pratiques hégémoniques. Ce qui fait de la zone un des points les plus chauds de la planète, avec de réels risques d'affrontements militaires d'envergure.

Un chapelet de victoires

Lors du centenaire du Parti en juillet, on célébrera sans doute d'innombrables succès et victoires, avec interprétations élogieuses des faits et des décisions. Victoire sur le virus du Covid, d'abord, avec des chiffres de victimes parmi les plus bas du monde pour le pays le plus peuplé et le premier à combattre la pandémie, donc le moins préparé à lui faire face. Mais de l'autre côté du détroit, Taïwan exclu de l'OMS par Beijing, a fait au moins aussi bien, dans la liberté et l'autodiscipline. Pour parachever la victoire, la Chine – qui de

toute son histoire économique officielle n'a jamais annoncé de récession (sauf dans les trois années qui suivirent le bond en avant, mais le responsable d'alors, c'étaient les Russes, pas le Parti...) – la Chine s'est déclarée la seule grande économie en croissance, quitte à publier pour plus de vraisemblance¹ un chiffre 2020 nettement inférieur à ceux des années précédentes.

Mais ce qu'affiche surtout le pouvoir, c'est sa « miraculeuse » éradication de la pauvreté.

1. Dans un pays où les vérités et les statistiques sont administrées, il n'existe aucun moyen de distinguer le vrai du faux ; mais on peut au moins affirmer que déclarer dès janvier les résultats au 31 décembre, pour un total de vingt-sept territoires – dix-sept fois la France en superficie – est quelque peu téméraire, même sans tenir compte de l'impossibilité universelle d'estimer avec précision les productions agricoles. Rappelons que le seul chiffre de la population chinoise est, selon les démographes, une approximation à cent millions près. L'essentiel pour le pouvoir en l'espèce, c'est de garder crédible l'affirmation d'un prochain rattrapage de l'économie américaine. Les glorieuses statistiques ininterrompues de l'Union soviétique et la piètre situation de l'économie russe aujourd'hui incitent pour le moins à la prudence.

« Un prodige humain, qui restera dans les annales de l'histoire »

C'est en ces termes dithyrambiques que, le 25 février pour la Fête des lanternes, Xi Jinping célébrait la victoire totale de la Chine sur l'extrême pauvreté, avec quatre-vingt-dix-huit millions de bénéficiaires. De quoi se réjouir si le fait est avéré. Mais comment fut calculé l'exploit ? L'État ne le dit pas. En 2019, le Bureau des statistiques avait assimilé la pauvreté rurale à des revenus annuels par tête de 2.300 yuan (294 €, donc moins d'un euro par jour). Pour le pays dans son ensemble, le seuil était de 4.000 yuan (511€ par an, soit 1,4€/jour ou 1,7\$/jour), sous la limite proposée par les Nations Unies de 1,9\$. La Banque mondiale proposait 5,5 \$/jour comme niveau plafond de la pauvreté dans les pays de niveau moyen. Sous ce chiffre se trouverait 13% de la population chinoise totale, soit quelque deux cents millions d'individus.

En abaissant le seuil à 1,7 \$/jour (1,4 €/jour) en dessous du chiffre proposé par les Nations unies, le Parti a pris des marges confortables pour pouvoir se congratuler. La presse explique à qui en revient le mérite : « *Pour remporter la plus large et la plus vive bataille contre la pauvreté de l'histoire humaine, le président chinois Xi Jinping s'est fermement tenu à la barre du pays* ».

Plus réaliste et ennemi des enflures de la propagande - un peu comme Zhou Enlai au temps de Mao Zedong -, le premier ministre Li Keqiang affirmait encore en mai 2020 que six cents millions de Chinois (40 % de la population) se trouvaient en situation précaire, avec un revenu mensuel inférieur à mille yuan (127 euros).

Il est difficile d'apprécier la signification réelle de ces chiffres. Le revenu monétaire dans les campagnes est mal connu et mal repérable. On l'estime au tiers du revenu monétaire des urbains. Quant au produit brut par tête en 2020, toutes catégories confondues – du pâtre tibétain au milliardaire pékinois, il se situe au soixante-huitième rang mondial. Le résultat est plutôt moyen si l'on tient compte de l'énorme masse financière d'investissements qui s'est déversée sur le pays depuis cinquante ans. Elle n'a probablement pas de précédent dans l'histoire économique mondiale et n'est pas à son terme : en 2020, l'investissement étranger en Chine a cru de 81% en un an, atteignant 520,6 milliards de dollars

en dépit des perturbations de la crise sanitaire.

Les chiffres moyens ont peu de valeur dans les économies dualistes et désarticulées du Tiers Monde, auxquelles appartient encore pour une large part la Chine, contrairement à une opinion assez répandue. Selon la liste Forbes des milliardaires du monde, les cent Chinois les plus riches possédaient en 2018 643 milliards de dollars, soit plus que les 425 millions les plus pauvres, lesquels détenaient ensemble 637 milliards, soit en moyenne par personne 1 254 euros en tout et pour tout. Un membre de l'Assemblée consultative chinoise précisait récemment que 0,4% de la population possédait 70% de la richesse du pays. La concentration des fortunes est plus forte qu'aux États-Unis et il y a plus de milliardaires en dollars à Beijing qu'à New-York.

L'économiste taïwanais Lang Xianping apporte quelques précisions dans une étude parue en 2019. Selon lui, la Chine compte 5% de riches (70 millions d'individus) ; leur avoir bancaire moyen serait de 470000 yuan (60.238€). Pour les 95% restant (environ 1,3 milliard d'individus), l'avoir moyen est 24.000 yuan (3076 €), soit environ un an de salaire. (au taux de 1 yuan pour 0,12817 euros). 40% d'entre eux n'ont rien sur leur compte en banque.

Par-delà les chiffres, il faut tenir compte des énormes disparités quant aux installations disponibles pour la culture, l'enseignement et la santé. Plus de deux cents chefs-lieux de districts (xian) ne disposent pas d'école primaire standard. On compterait quelque quatre-vingt-quinze millions d'illettrés. Certains trouveront ces lignes trop négatives, après tant d'années de taux de croissance mirifiques ; ils rappelleront les déclarations répétées des dirigeants qu'il faut accorder plus de place à la consommation. Mais il faut voir que cette part est plus faible qu'ailleurs : là où la part des salaires dans les coûts de production et la demande des ménages dans le produit intérieur brut sont couramment des deux tiers, elles restent en Chine et depuis longtemps inférieures à 40 %. Car l'économie est toute orientée sur l'accumulation interne, sur l'investissement extérieur et sur l'avantage de compétitivité que procurent les bas salaires, éléments qui pour une large part explique l'avancée continue de la Chine sur la scène internationale.

Les dispositifs d'une nouvelle guerre froide

Derrière Xi Jinping, le Parti chinois a abandonné la prudente politique de Deng Xiaoping et a voulu brûler les étapes. La prise en main de Hongkong avant l'heure en est la manifestation la plus évidente. La revendication de souveraineté sur l'archipel des Diaoyu/Senkaku tenu par les Japonais, le renforcement résolu et sans concertation des équipements militaires sur les récifs la Mer du

Sud suscitent l'hostilité des pays concernés. L'affirmation renouvelée de la décision de récupérer Taïwan va dans le même sens. L'intensification progressive des opérations militaires à proximité de l'île montre que Beijing ne craint pas d'affronter les États-Unis, ou affecte de ne pas les craindre ; et en tout cas, il dépense beaucoup d'argent pour accroître ses moyens militaires et sa force d'intimidation.

Face à la Chine, resserement des relations en Asie

Les petits pays du Pacifique occidental sont évidemment trop faibles pour faire face à l'empire chinois. Mais de nouvelles alliances se forment, cependant que d'anciennes reprennent vie pour contenir la Chine. L'Australie, à laquelle la Chine ne veut plus acheter de charbon depuis que Canberra a dénoncé ses immixtions dans la politique intérieure et ses efforts pour corrompre des parlementaires, se retrouve avec l'Inde, irritée par les récents conflits frontaliers du Ladakh aux confins du Tibet et du Xinjiang, et avec les États-Unis et le Japon dans l'ancien accord du QUAD de 2007. Il s'agit d'assurer une zone indopacifique « souveraine et indépendante » et de contenir la Chine, selon le chef du commandement militaire américain pour la zone : « *Notre conduite de dissuasion doit démontrer l'aptitude, la capacité et la volonté sans équivoque de convaincre Beijing que les coûts d'atteinte de ses objectifs par l'usage de la force sont tout simplement trop élevés* ».

De manière encore discrète, les pays européens sont militairement impliqués dans ces zones de conflit.

• La marine française s'est jointe aux quatre membres du Quad pour des manœuvres diversifiées et de grande ampleur organisées dans le Golfe du Bengale du 5 au 7 avril (Opération La Pérouse). Selon le porte-parole de la marine indienne, les exercices, de la défense anti-aérienne, des exercices de tirs, des décollages d'avions et des approvisionnements en mer. Il s'agissait « *d'assurer la liberté des mers et l'engagement des cinq marines amies envers une zone indopacifique ouverte et inclusive et pour un ordre international respectant les règles* ». L'objectif poursuivi par les cinq marines engagées, c'est d'exposer « *leur haut niveau de synergie, de coordination et d'interopérabilité* ». Des exercices à quatre avec l'Australie pour la

première fois, avaient eu lieu en novembre dans le même Golfe du Bengale et s'étaient poursuivis en mer d'Arabie. Le porte-avions américain Nimitz et celui de l'Inde y ont participé. Une patrouille de sous-marins français a effectué une tournée asiatique en février.

• L'Allemagne qui s'est longtemps tenue à l'écart de ces conflits lointains a révélé en avril son intention d'être présente en Asie orientale. Elle enverra la frégate Bayern en Mer de Chine méridionale pour affirmer sa solidarité avec les autres pays du Quad. Le porte-avions britannique Queen Elisabeth sera présent en fin d'année aux côtés de bâtiments américains et néerlandais.

Le Japon, principale puissance régionale face à la RPC, est appelé à jouer un rôle essentiel dans ce ralliement des énergies, en particulier en soutenant le développement des infrastructures de transport, ainsi que le progrès des télécommunications et des énergies propres, deux domaines dans lesquels Japon et États-Unis peuvent rivaliser avec la Chine.

A noter aussi les relations qui se nouent, hors de tout contenu militaire, entre jeunes des territoires qui redoutent la puissance chinoise, ceux de Hongkong et de Taïwan, rejoints par les Thaïlandais puis par les jeunes Birmans, dans ce qu'il est convenu d'appeler l'Alliance Thé au lait². Ces rapprochements ont des effets latéraux surprenants, comme des échanges de condoléances inattendues entre les dirigeants indiens et taïwanais, à l'occasion d'une catastrophe ferroviaire récente dans l'île et d'une embuscade meurtrière à la frontière sino-indienne. Ce qui pourrait sembler une offre réciproque de coopération n'a pas manqué d'irriter Beijing qui y a vu « *une grave violation du principe une seule Chine et la remise en cause de la position de longue date du gouvernement indien* ».

2. On peut citer aussi la constitution le 23 avril à Taïwan d'un groupe de trente parlementaires pour la défense des Ouïghours, comme il en existe déjà pour soutenir Hongkong et la cause tibétaine.

Le conflit sino-américain s'installe pour longtemps

En Asie orientale les deux superpuissances s'affrontent face à face. Les thèmes de dispute sont nombreux, mais les droits de l'Homme y figurent aussi. On l'a vu assez clairement lors des entretiens d'Anchorage (18-19 mars). Les États-Unis accusent la Chine de ne pas respecter les règles internationales, de déstabiliser le monde, de mettre en danger les voies maritimes internationales et la liberté de navigation. La Chine riposte en dénonçant l'hypocrisie américaine quant aux droits de l'Homme, à la sécurité cybernétique et aux pressions économiques ; elle qualifie de « *simples opinions* » les propos de ses interlocuteurs sur les valeurs et les règles universelles. Les échanges publics sont acerbes : aucune partie ne veut déborder de ses positions, n'admet de leçons à recevoir de l'autre mais distribue les siennes sans la moindre gêne.

Selon le côté chinois, l'amélioration des relations suppose la levée préalable des sanctions prises par l'administration Trump en de multiples domaines : refus de vente à certaines entreprises (Huawei, SMIC) ; refus de visa d'entrée à des membres du Parti, des étudiants, des journalistes ; fermeture du consulat de Houston, etc. Mais après tout, peu importe : le pouvoir chinois croit avoir durablement le vent en poupe et reprend les images de la toute nouvelle Chine populaire d'autrefois : l'Orient s'élève et l'Occident décline. Dans un discours rapporté le 25 février, Xi Jinping est sans ambiguïté : « *La source majeure de chaos dans le monde d'aujourd'hui, ce sont les États-Unis (.) Ils sont la principale menace pour le développement de notre pays et pour sa sécurité* ». Ces affirmations n'empêchent pas le chef du Parti d'être conscient des faiblesses présentes de son pays ; elles l'incitent au contraire à y remédier au plus tôt pour que la Chine retrouve enfin la première place par la puissance et la richesse, devant un reste du monde empêtré dans ses dysfonctionnements.

Il serait difficile au président américain de revenir sur les mesures prises par Donald Trump, car non seulement l'opinion publique américaine les a largement approuvées mais elles correspondent aussi à ses positions personnelles. Dans sa première conférence de presse, J. Biden a clairement exposé son hostilité au régime chinois. Xi Jinping, dit-il, « *n'a aucun os démocratique à l'intérieur du corps* » et le chef du Parti partage avec Poutine « *la conviction que l'autocratie est portée par la vague de l'avenir et que la démocratie ne peut fonctionner* » dans la complexité du monde d'aujourd'hui. Il incombe donc aux États-Unis de prouver que le modèle américain de capitalisme

démocratique fonctionne. D'où la masse d'investissements décidés dans les domaines-clés, notamment les semi-conducteurs, l'intelligence artificielle, le réseau 5G, les voitures électriques et les biotechnologies, sans oublier la course à l'espace. Cette orientation, en définitive, s'écarte de celle de D. Trump, puisque fondée moins sur l'endiguement et la résistance que sur la compétition.

Malheureusement, cette rivalité s'accompagne d'un volet militaire inquiétant. La Chine s'efforce de rattraper son retard et ne cache pas les nombreux succès qu'elle obtient. Pour s'en tenir à la période récente, le 20 avril, on apprend que les avions de combat furtifs J-20 seront équipés dans les deux ans de moteurs qui accroîtront leur capacité de combat et les hisseront au niveau des avions américains Lockheed F-22 de cinquième génération. L'armée avait fait savoir la veille qu'elle avait installé un lanceur de fusée à longue distance et de grande précision dans un district militaire du Xinjiang. La menace sur l'Inde est bien plus forte que celle des lanceurs de fusées multiples à portée moindre, dont le déploiement sur les hauts plateaux du Qinghai-Tibet avait été annoncé en juillet dernier.

Mais le centre des tensions n'est pas tant l'Himalaya que la mer de Chine et le Pacifique oriental. Les petites îles de la Méditerranée méridionale sont revendiquées par de nombreux pays riverains mais la Chine est seule à s'y être imposée et la seule à prétendre posséder la quasi-totalité de l'espace maritime. Elle a renforcé l'utilité de ces anciens récifs par des aménagements portuaires et militaires successifs.

Le 9 avril, la presse révèle que deux navires – rattachés à la préfecture de Sansha qui administre la zone – disposeront prochainement d'équipements de surveillance de très haut niveau pour informer sur les mouvements des nombreux bateaux de toutes nationalités qui utilisent cette grande voie du trafic maritime international. Les bâtiments seront rattachés à l'île Yongxing (Woody Island) dans les Paracels/Xisha-Zhongsha ainsi qu'à un autre point plus au sud, dans les Spratlys/Nansha considérées comme « *la Porte du Sud* ». Le 23 avril était mis en service un bâtiment amphibie d'assaut porteur d'hélicoptères et susceptible d'embarquer plusieurs centaines de combattants. Le président Xi Jinping assistait à la cérémonie. La puissance d'un tel porte-hélicoptères confortera les possessions insulaires chinoises contre d'éventuelles initiatives des pays riverains ; mais il pourrait aussi faciliter des opérations contre Taiwan auxquelles il semble beaucoup plus adapté qu'un porte-avions.

La Chine n'est pas seule à se préparer à d'éventuels conflits. Le 12 avril, les Philippines et les États-Unis ont entamé deux semaines d'exercices militaires. Prévus l'année dernière, ils avaient été reportés pour raison de pandémie, puis reprogrammés pour ce printemps après une incursion de 220 bâtiments chinois « de pêche » près du récif Whitsun dans les Union Banks des Spratlys. La riposte des Philippines avait été exceptionnellement vive³ ; un avion de combat était venu survoler les bateaux ; les États-Unis, de leur côté, avaient assuré Manille de leur ferme soutien dans la volonté de faire respecter « l'ordre maritime international ». Un groupe de combat américain avec le porte-avions Theodore Roosevelt s'est dirigé vers la Mer de Chine en passant par le détroit de Malacca ; les bâtiments chinois ont fini par se disperser.

Les Philippines et le Vietnam sont les deux pays les plus directement victimes de la main-mise chinoise sur les îles qu'ils considèrent comme de leur ressort. Mais il leur est impossible de se risquer à un affrontement direct avec la superpuissance. Le président philippin Duterte crie moins fort que ses militaires. Le chef de la Défense nationale estime que la Chine va poursuivre sa prise en main des îlots, qu'on y peut observer déjà de nouvelles constructions, que les bâtiments venus « se réfugier » n'étaient menacés en réalité par aucun mauvais temps et que, tout simplement, la Chine se moque de la décision de 2016 prise par le tribunal international de La Haye qui ne fait pas droit à ses prétentions territoriales.

La guerre froide des technologies

Le duel sino-américain fait peser de lourdes menaces, en raison des forces qui s'affrontent de part et d'autre, de leurs armements nucléaires, des risques de sous-estimation réciproque des capacités militaires, des jusqu'au-boutistes qui existent dans les deux camps, en raison enfin des dangers qu'implique du côté chinois un pouvoir personnel que ne limite aucune institution. À quoi s'ajoute dans l'opinion internationale, la faible conscience des périls et, par suite, l'absence totale de mobilisation des bonnes volontés, voire d'une sorte de Mouvement de la Paix indépendant.

Néanmoins, si la bataille pour la suprématie mondiale va dominer les prochaines décennies, il n'est pas certain qu'elle se déroule sur le plan militaire. L'équilibre de la terreur nucléaire qui avait empêché les conflits majeurs au siècle précédent peut se poursuivre dans les décennies à venir. Mais les affrontements entre grandes puissances peuvent se déplacer dans le domaine des techniques et y prendre la première place.

La Chine est certes un grand producteur de matériel électronique : ordinateurs, smartphones, équipements de surveillance notamment. Mais elle n'a pas la maîtrise de fabrication des semi-conducteurs de pointe ; elle doit importer ces éléments décisifs, faute de quoi son industrie de l'informatique s'effondrerait. Or le fournisseur le plus avancé

des puces électroniques se trouve à quelques centaines de kilomètres, c'est Taïwan Semiconductor Manufacturing Company (TSMC). L'invasion de l'île est tentante, qui procurerait l'autonomie technologique, mais il y a la protection militaire des États-Unis. Une subversion intérieure semblerait moins risquée mais a pour l'instant peu de chances d'aboutir : la brutale suppression des libertés opérée en moins d'un an à Hongkong en violation des accords passés avec la Grande-Bretagne éclaire suffisamment les Taïwanais sur le sort qui les attendrait s'ils commençaient à faire confiance au pouvoir du continent. L'américain Intel et le sud-coréen Samsung devancent aussi nettement les entreprises chinoises.

Dans son ambition d'être la première puissance technologique mondiale, la Chine accorde donc, dans son dernier plan quinquennal approuvé en mars, la priorité à la fabrication de semi-conducteurs. Elle y est contrainte par les sanctions prises par le précédent président des États-Unis qui a privé d'approvisionnement nombre de ses industries. Elle y est obligée aussi par les nouveaux programmes d'investissement massif dans la recherche, annoncés en Amérique, en Europe, à Taïwan et au Japon. Ils auront leurs effets en retour sur la capacité de construire des armements de niveau technique supérieur.

3. On peut citer aussi la constitution le 23 avril à Taïwan d'un groupe de trente parlementaires pour la défense des Ouïghours, comme il en existe déjà pour soutenir Hongkong et la cause tibétaine.

Accroissement des turbulences guerrières autour de Taïwan

L'aviation chinoise intensifie ses incursions dans l'espace taïwanais depuis des mois et, faute de bombardements ou de riposte de l'armée insulaire, on n'y prête plus guère d'attention. Peut-être est-ce l'objet même de ces actions répétées : créer une habitude et un désintérêt pour prendre tout le monde de court quand l'étranger aura détourné les yeux.

Toujours est-il que le 12 avril, vingt-cinq avions – dont dix-huit appareils de combat – sont entrés dans la zone de défense taïwanaise. Il y avait déjà eu de telles incursions les dix jours précédents mais celle-ci était la plus massive depuis un an et surtout elle apparaît comme un défi ouvert aux États-Unis. La veille en effet le Secrétaire d'État Blinken avait demandé à la Chine de ne pas porter atteinte au statu quo autour de Taïwan, sous peine de commettre « une grave erreur ». Le 9 avril, le Département d'État avait annoncé son intention de faciliter les échanges américano-

taïwanais. Il y a eu 380 incursions aériennes sur Taïwan l'année dernière. La tension dans le détroit taïwanais n'a jamais été aussi forte depuis le début de ce siècle.

Les moyens de défense proprement taïwanais n'ont évidemment pas la puissance nécessaire pour résister à une attaque frontale du continent. Mais les faibles ont des stratégies pour dissuader les forts : l'île doit pouvoir tenir le temps nécessaire à l'engagement américain. Ce qui suppose de sa part un réel effort d'armement. Le 13 avril, elle a lancé à Kaohsiung, en présence de la présidente Tsai Ing-wen, un navire de transport amphibie de dix mille tonnes, le premier d'un programme de construction navale explicitement destiné à contrer une invasion. L'île agrandit aussi sa flotte de sous-marins et renforce ses installations sur les îles Pratas (Dongsha) en mer de Chine méridionale.

Débarquement ou statu quo ?

Il n'est pas très difficile de définir la position américaine, qui d'ailleurs rejoint celle de Taïwan : le statu quo est satisfaisant et il n'est pas question de se confronter ouvertement avec le continent. Les disputes décisives avec la Chine se déroulent dans le champ de l'économie, de la recherche et des technologies industrielles, voire des conquêtes spatiales. De toutes façons, par l'immensité de son territoire et de sa population, la Chine n'est pas militairement envahissable et, comme telle, n'a pas besoin d'un gros budget de Défense nationale au sens propre. Cette approche est confortable pour Washington, puisqu'elle place l'adversaire du statu quo en position d'agresseur, avec d'autant plus de vraisemblance que le régime chinois n'a jamais eu, en ses soixante-dix ans d'existence, la moindre autorité sur l'île.

Beijing dispose d'un point fort, à savoir que les diplomaties majoritaires qui lui sont liées reconnaissent qu'il n'existe qu'une seule Chine, additionnant Taïwan et le continent. Il existe aussi une contradiction dans le camp adverse, puisque l'île, qui ne se sent plus chinoise, continue de s'appeler République de Chine et en conserve le drapeau, depuis la restitution de la colonie japonaise à la république nationaliste à la fin de la seconde guerre mondiale. Malgré la popularité de Tsai Yingwen, la présidente réélue qui défend le statu quo, il n'est pas exclu que le parti nationaliste (Guomindang) originaire du continent, revienne au pouvoir et reprenne le concept « d'une seule Chine ». Paradoxalement, le Parti chinois est ainsi amené à favoriser de son mieux, dans les libres scrutins de Taïwan, l'organisation qu'il a vaincue sur le continent dans les années quarante.

Hongkong : l'étai s'est presque refermé

Il serait fastidieux d'énoncer toute la série de mesures, additionnées d'interdictions, de pressions et de menaces, par lesquelles Beijing se débarrasse de cet îlot de liberté et de contestation qu'a longtemps été Hongkong à sa frontière Sud. Il s'agit de vider de tout sens les formalités démocratiques et d'écarter tout

obstacle à la main-mise du pouvoir central.

Les nouvelles règles électorales prévoient qu'un comité exigera de tout candidat au Conseil législatif qu'il affirme sa loyauté envers le pouvoir central. Autrement dit, l'Assemblée pékinoise enjoint aux Hongkongais : « *Votez librement à condition que ce ne soit jamais pour*

nos adversaires ». Le nombre des élus directs est réduit de moitié ; le comité électoral choisira les autres. Il y aura une élection le 19 décembre. L'agence Chine nouvelle affirme que cette réforme « a reçu un ferme soutien de la part des résidents de Hongkong ». Quel soulagement en effet que de n'avoir plus à choisir entre les pour et les contre et de connaître d'avance les résultats du scrutin !

Le Secrétaire britannique aux Affaires étrangères Dominic Raab a déclaré le 30 mars qu'il s'agissait là d'une violation de la Déclaration commune sino-britannique de 1984. Mais que valent ces protestations occidentales ? L'Union européenne avait annoncé en 2020 de « graves conséquences » si la Chine votait cette loi sur la Sécurité qui a décidé du sort de Hongkong ; le vote a eu lieu, les conséquences ne sont jamais venues ; en revanche, en fin d'année, l'Union européenne a négocié un accord qui lui fait espérer de nouvelles possibilités d'investissement en Chine et celle-ci a reçu l'année dernière 80% d'investissements de plus qu'en 2019⁴.

Pour obtenir un maquillage complet de la confiscation des votes, il fallait éviter les abstentions et les votes blancs et nuls. Il est donc proposé d'infliger jusqu'à trois ans de prison à toute personne faisant campagne pour un boycott du scrutin ou pour le dépôt de

bulletins blancs ou non conformes.

L'appareil répressif a été mobilisé pour réduire au silence les partisans d'une résistance à cette main-mise de Beijing. Jimmy Lai (Li Zhiying), fondateur du quotidien de langue chinoise Apple Daily, a été condamné le 16 avril à douze mois d'incarcération pour avoir pris part à deux manifestations pro-démocratiques (18 et 31 août 2019) et pour violation de la nouvelle loi sur la sécurité⁵. Un avocat de 82 ans fondateur du Parti démocrate, Martin Lee (Li Zhuming) s'est vu infligé une peine de onze mois avec sursis. Le tribunal a puni de quatorze mois de détention Lee Cheuk-yan (Le Zhoren) pour avoir organisé une des soirées annuelles de veille aux chandelles du 4 juin (en mémoire du massacre du 4 juin 1989 à Beijing). Trois anciens membres du Conseil législatif sont condamnés à des peines allant de huit à dix-huit mois de prison. Des peines assorties de sursis ont été prononcées contre quatre avocats. Une répression aussi systématique augure mal de l'avenir du prestigieux South China Morning Post, qui maintient l'indépendance de son information malgré les ennuis divers que connaît avec la direction du Parti son récent propriétaire, le milliardaire Jack Ma (Ma Yun), possesseur de la chaîne de distribution Alibaba et lui-même aussi membre du PCC.

Les tensions intérieures restent vives

La place accordée dans ce billet aux risques d'affrontement militaire ne signifie pas la diminution des problèmes intérieurs, et encore moins que les violations des droits de l'Homme se soient atténuées dans le pays. La majorité han a ses héros et ses héroïnes, citoyens face au pouvoir et victimes de ce dernier, mais ignorés ou connus puis vite oubliés en Europe. Le 14 mars est devenu pour l'opposition chinoise le jour des droits de l'Homme, en souvenir de Cao Shunli, militante des droits civiques morte en détention faute de soins le 14 mars 2014. Un prix à son nom est décerné chaque année pour honorer des combattants des droits fondamentaux qui ont osé travailler à la base et mettre ouvertement le pouvoir devant ses responsabilités.

Le prix a été décerné cette année à Li Yufeng (63 ans), sortie en février de la prison de Zhengzhou (Henan) où elle a subi de nombreux mauvais traitements et tortures physiques contre lesquels sa principale défense était de mener des grèves de la faim. Depuis la démolition forcée de sa maison en 2000, elle a été l'objet de harcèlements, de détentions répétées dont une de six ans, notamment pour son soutien aux causes d'autres personnes, sa lutte pour l'abolition de la « rééducation par le travail » et sa célébration de l'anniversaire du 4 juin 1989. La deuxième récipiendaire est une militante des droits du travail, Liu Qiaochu (30 ans), en détention au Shandong. Il lui est reproché d'avoir fourni des détails sur les tortures subies par son compagnon Xu Zhiyong, célèbre combattant des droits civiques, et par

4. L'U.E. avait de même envisagé à mi-avril de protester contre la réforme électorale de Hongkong avec la suspension d'accords d'extradition que dix États avaient passés avec la Chine. Mais dans l'impossibilité de recueillir l'unanimité des vingt-sept membres sur ce point (en raison probable de l'opposition de la Hongrie qui a noué des relations spéciales avec Beijing), elle y a renoncé.

5. Jimmy Lai est le lauréat 2020 du prix de Reporters sans frontières pour la liberté de la presse. Il est détenu depuis décembre 2020. Il est passible de poursuites à d'autres titres, y compris - en raison d'interviews accordés à la presse internationale - pour « conspiration en vue de collusion avec des forces étrangères », ce qui pourrait entraîner une condamnation à vie.

l'avocat Ding Jiayi et de s'être engagée, comme Cao Shunli, dans les mécanismes onusiens de défense des droits de l'Homme.

Les séjours en prison sont toujours périlleux. Le 9 avril, le militant Guo Hongwei est mort en détention après deux mois de coma, dans un hôpital de la province du Jilin. Il avait été condamné à treize ans d'incarcération pour sa dénonciation des abus de droit et de la corruption des agents publics. La famille n'a obtenu aucune réponse précise sur les circonstances de la mort. Elle n'a pas pu voir le cadavre. Son hypertension artérielle n'avait pas été soignée. L'administration de l'hôpital a refusé de montrer les bandes vidéo et le dossier médical. Ces violations de la loi pénale sur la détention (1994) n'entraînent évidemment aucune sanction, puisque le pouvoir qui les viole ne va pas se punir lui-même.

Tout socialiste qu'il se prétende, le régime ne supporte pas la contestation ouvrière. Le 2 avril Chen Guojiang, le dirigeant de l'Alliance des livreurs à domicile, a été inculpé du motif passe-partout : *susciter des querelles et*

provoquer des troubles. Chen dénonçait les comportements, bien connus chez nous aussi, des sociétés de livraison domicile, l'exploitation du personnel et la violation des lois et des règlements. De nombreux salariés soutenaient son action contre les dépassements d'horaires (12 heures/jour) ; mais ses initiatives gênaient la Fédération officielle des syndicats, chargée de faciliter la vie des chefs d'entreprise. Chen Guojiang était détenu depuis le 25 février.

La Fondation américaine Jameston, qui a la réputation de travailler sur des documents de première main, fournit des précisions sur l'appareil de censure chinois, que rapporte Reporters sans frontières. La RPC aurait en 2020 dépensé l'équivalent de 6,6 milliards de dollars en matière de cybercensure. En 2013, deux millions de personnes auraient travaillé pour le contrespionnage ; le chiffre d'aujourd'hui serait supérieur. 16% des mille sites internet les plus visités du monde sont bloqués en Chine. Les autorités auraient fermé près de 130 000 comptes de réseaux sociaux et plus de 12 000 sites de janvier à septembre 2020.

Le contrôle de l'information sur le Covid-19

Les moyens techniques de surveillance collective ne cessent de progresser. Leur redoutable efficacité s'est manifestée en 2020, lorsque le Parti s'efforçait de contenir les informations alarmantes sur l'alarmante propagation du virus. Le 21 février dernier, le ministère de la Sécurité précisait que la lutte « contre la propagation et la fabrication de fausses nouvelles » avait donné lieu à l'ouverture de 5 111 dossiers de poursuite.

L'organisation CHR⁶ a identifié 897 cas donnant lieu à réprimandes ou punitions à ce sujet ; 93% d'entre eux avaient utilisé l'internet, et une grande majorité d'entre eux s'était exprimée sur Wechat, la

plateforme la plus connue, que le pouvoir scrute en continu.

Selon l'institut canadien Citizen Lab, rapporte RSF, plus de deux mille mots-clés ayant trait à la maladie provoquent une censure sur le réseau social Wechat – sur lequel s'expriment les trois quarts des internautes chinois. Le « ministère de la vérité » a adressé 3 200 directives et 1 800 notes aux services de propagande et aux médias dans les premiers mois de l'épidémie pour en dissimuler l'ampleur. Peut-être ces décisions expliquent-elles les difficultés d'enquête éprouvées par la mission internationale de cet hiver et dont avait parlé le directeur de l'OMS, de manière « irresponsable » selon Beijing.

En outre, confirmant son absolutisme totalitaire dans un décret attendu pour début mai, le pouvoir intime aux responsables religieux de « *suivre la direction et de soutenir le Parti communiste* ». Ils doivent aussi résister à l'infiltration des forces étrangères par le biais de la religion, sous peine de sanctions administratives et de poursuites pénales. En violation expresse de la Constitution (art.36), les religions, jusqu'à présent contrôlées et surveillées, devraient désormais se comporter en soutiens actifs d'un pouvoir athéiste, faute de quoi elles seraient considérées comme des groupements politiques déloyaux.

Le décret vise l'ensemble des religions : christianisme, bouddhisme, taoïsme et islam, il poursuit l'objectif d'en réduire constamment l'importance. Les exemples d'initiatives en ce sens ne manquent pas, particulièrement au Xinjiang. Le 29 avril, on apprend que la mosquée ouzbek de la ville de Ghulja a été louée à un homme d'affaires pékinois qui, en 2020, l'a transformée en hôtel de tourisme ; il y a maintenant des soirées dansantes dans l'ancienne salle de prières. Selon le quotidien de Tokyo Asahi, plusieurs mosquées d'Ourumtchi et de Kashgar sont devenues des restaurants pour touristes. Une étude parue en

6. Chinese Human Rights Defenders, Defending Human Rights in the Time of COVID-19: The Situation of Rights Defenders in China (2020) 29 mars 2021

septembre 2020 de l'Institut de politique stratégique australien affirme que 65% des 633 mosquées de son échantillon photographié par satellite ont été détruites ou rebâties à d'autres fins. Des cimetières musulmans seraient devenus des parcs publics, des parkings ou des terrains vagues.

Dans le même Xinjiang, la répression des résistances à la domination des Han se poursuit. Le 23 avril, l'écrivain Ahtam Omer a été condamné à vingt ans de prison, – et son neveu à treize. Il était détenu depuis mars 2017, un mois après l'incarcération de son frère et de son neveu. Ses livres, dont le plus connu *Enfant de l'Aigle* est suspecté de tendance séparatiste, ont été brûlés l'été dernier et retirés des librairies. Le 6 avril, deux anciens hauts

fonctionnaires du gouvernement local ont été condamnés à mort avec sursis pour séparatisme, c'est-à-dire en pratique à la prison à vie. L'un d'entre eux avait dirigé le département local de la Justice ; l'autre, le département de l'Éducation. Le 26 avril, la mère du militant des droits civiques handicapé Jiang Zhilin annonce que son fils en détention a perdu la parole, que son corps s'est affaibli, que son regard reste vide. Incarcéré depuis avril 2017, Jiang est connu pour sa dénonciation de la corruption des autorités villageoises et pour son combat afin d'obtenir de l'eau potable. Il fut inculpé pour extorsion et chantage. Ses gardiens expliquent son état par une congestion cérébrale : sa famille pressent de mauvais traitements.

La difficulté d'être lucide

On pourrait sous-titrer chacun de ces billets *De la difficulté de percevoir la nature du régime chinois*. Il n'y avait pas ce même embarras au temps de l'Union soviétique : des personnalités comme Sakharov, Pasternak, Rostropovitch nous étaient familières ; les samizdats étaient traduits. Et maintenant avec Poutine, on sait à quoi s'attendre avec les intimidations ou assassinats d'opposants. Mais la Chine, c'est autre chose et l'on manque de repères qui la rendent proche : il n'y a ni Descartes, ni Beethoven, ni Rembrandt, ni Hegel ni, non plus, de Karl Marx chinois. La Chine reste à part, derrière sa langue, son écriture, son histoire. Sa pratique des beaux-arts et son approche de la philosophie se distinguent aisément des courants extérieurs.

La perplexité des occidentaux lorsqu'il s'agit de qualifier le totalitarisme chinois reste néanmoins confondante. On ne s'émeut guère de ce qui crève pourtant les yeux, qu'il est aberrant que treize cents millions d'individus soient sous la coupe d'un seul parti, lui-même sous la coupe d'un seul homme, au pouvoir sans limitation de mandat sur un espace triple de l'Union européenne et sans qu'il y eût la moindre consultation électorale honnête depuis soixante-dix ans. Les treize ans tragiques du totalitarisme hitlérien restent dans les mémoires, mais comme en Chine, il n'y a pas de camp d'extermination et que la guerre de Taïwan n'est pas certaine, on trouverait saugrenu d'user des mêmes qualificatifs ou d'affirmer des ressemblances. Dans sa confusion, l'opinion occidentale semble croire qu'il

s'agit simplement d'une sorte d'humanisme autoritaire et non d'une monstruosité politique anachronique. Elle ne s'interroge pas – ou ferme les yeux – sur les millions d'individus détenus dans le goulag chinois, sur l'information monocole, sur l'interdiction de la critique politique, sur l'immensité des revendications territoriales maritimes, sur l'assujettissement des populations périphériques, sur le langage de plus en plus agressif des diplomates, sur la glorification d'un chef intouchable.

Des phrases comme « *Nous n'avons à recevoir de leçon de personne* » sont stigmatisées si elles sortent de la bouche du président turc ; elles ne choquent pas quand elles sont prononcées par le ministre des Affaires étrangères Wang Yi. « *L'Occident est en déclin, l'Est est en essor* » annonce, comme une loi de l'histoire, la substitution espérée du pouvoir chinois aux équilibres douteux et précaires de la scène internationale actuelle. La propagande laisse entendre que « *l'heure de la Chine est enfin venue* » et qu'il faut effacer « *des siècles d'humiliation* ». Ce type de discours mène souvent aux catastrophes. Mais nul ne s'en inquiète ouvertement, de peur d'être stigmatisé comme « *fauteur de guerre froide* ». Bref à force d'accorder à la Chine un statut particulier dans l'histoire mondiale, on en dissimule la nature et l'on sème la confusion. « *Ce qu'enseignent l'expérience et l'histoire, c'est que peuples et gouvernements n'ont jamais rien appris de l'histoire et n'ont jamais agi selon des maximes qu'on en aurait pu retirer* » notait Hegel, il y a déjà deux siècles (*Leçons sur la philosophie de l'histoire*).

Alain Bouc